

ÉGYPTTE

Confirmation de la percée islamiste aux législatives

Des résultats partiels du premier tour des législatives égyptiennes continuaient d'arriver hier au compte-gouttes, confirmant les bons scores des islamistes, notamment des fondamentalistes salafistes, face à un camp libéral et laïque en déroute.

La commission électorale a annoncé vendredi soir un taux de participation de 62% «jamais vu depuis les pharaons», mais n'a une nouvelle fois pas été en mesure de donner les résultats complets par partis pour ce vote qui s'est déroulé lundi et mardi.

Les bribes de résultats rapportées par la presse et les différentes formations ont toutefois continué de confirmer les scores élevés des islamistes, qu'il s'agisse des Frères musulmans ou des salafistes du parti Al-Nour. Les coalitions menées par les islamistes pourraient avoir au total entre 60 et 70% des voix selon certaines estimations.

Les résultats pour Port-Saïd, sur le canal de Suez, donnaient 32,5% pour les Frères musulmans, 20,7% pour les salafistes de Al-Nour et 12,9% pour une formation islamiste modérée, Wassat, selon le journal gouvernemental al-Ahram. Les libéraux du Wafd ne remportaient que 14%.

A Port-Saïd toujours, une figure historique de la contestation contre le régime de Hosni Moubarak, Georges Ishaq, fondateur du mouvement Kefaya (Assez!), était battu, selon la presse. La commission électorale a assuré que les résultats officiels seraient postés sur internet «bientôt», sans plus de précisions sur les raisons de cette attente.



Photo : DR

Le calme dans lequel s'est déroulé le scrutin et la forte mobilisation des électeurs sont portés au crédit de l'armée au pouvoir, mais la perspective d'avoir face à elle un Parlement à forte majorité islamiste lui pose désormais un lourd défi.

Au Caire, un politicien libéral, Amr Hemzawi, a été élu dès le premier tour dans le quartier aisé d'Héliopolis, mais ailleurs les personnalités issues de la révolte populaire de janvier-février qui a chassé M. Moubarak étaient battues. Dans le gouvernorat très touristique de la mer Rouge, les Frères musul-

mans faisaient un score de 30%, deux fois supérieur à celui du Bloc égyptien, une alliance de partis libéraux. Selon le quotidien indépendant *al-Masri Al-Youm*, aucune femme n'a été élue au premier tour, qu'il s'agisse de candidature individuelle ou de liste.

Une candidate du Wafd, Nihal Aahdi, citée par le journal, a expliqué que cette situation était «liée au fait que les Frères musulmans et salafistes ont dominé les résultats».

Forts de leur percée dans les urnes, les salafistes multipliaient les déclarations favorables à l'instauration d'un islam conservateur.

Le dirigeant salafiste Abdel Monem Chahat a assuré que les romans de l'écrivain égyptien et prix Nobel de littérature Naguib Mahfouz «encourageaient le vice car ils portent sur la prostitution et la drogue».

Une autre personnalité de ce courant fondamentaliste sunnite, Hazem Abou Ismaïl, a estimé qu'il fallait «créer un climat pour faciliter» le port du voile, et que s'il est élu président, il «ne permettrait pas à un homme et à une femme de s'asseoir ensemble dans un lieu public». L'ambiance était morose hier matin sur la place Tahrir au Caire, occupée depuis deux semaines par des militants qui veulent maintenir la flamme de la révolte du début de l'année.

«Tous ceux à qui nous avons fait confiance nous ont trahis», affirme Mohamed el-Assas, 25 ans, un des manifestants encore présents.

L'opposant Mohamed El Baradei, ancien chef de l'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA), qui était venu à Tahrir la semaine dernière, «a disparu», déplore-t-il, et les Frères musulmans «ne sont plus avec nous maintenant qu'ils ont gagné les élections».

Le vote concerne un tiers des gouvernorats égyptiens, dont ceux du Caire et d'Alexandrie, les deux plus grandes villes. Un second tour est prévu lundi et mardi prochains.

Les députés des autres gouvernorats seront élus d'ici au 11 janvier, puis viendra l'élection de la Choura (Sénat), jusqu'au 11 mars. Cette élection, la première depuis la chute de M. Moubarak le 11 février, est censée donner un reflet du pays politique réel après des décennies de scrutins sans surprise au profit du parti au pouvoir.

Le taux de participation de 62% est exceptionnel en Egypte, où l'abstention était sous l'ancien régime massive faute d'enjeu électoral.

SYRIE

18 nouvelles victimes de la répression samedi

Dix-huit personnes ont été tuées hier en Syrie, où aucune issue à la crise n'est en vue tant les positions du régime et de l'opposition sont antinomiques et les divisions profondes au sein du Conseil de sécurité de l'ONU.

Le Conseil des droits de l'Homme de l'ONU a condamné vendredi le régime syrien dont la répression a fait plus de 4 000 morts, dont plus de 300 enfants, depuis le mois de mars. Malgré une multiplication des sanctions contre Damas, notamment celles de l'UE annoncées jeudi, la répression s'est poursuivie hier avec la mort de 18 personnes, dont six civils, selon l'Observatoire syrien des droits de l'homme (OSDH).

Cette ONG basée à Londres a fait état d'affrontements ayant opposé à l'aube à Idleb (320 km au nord-ouest de Damas) l'armée régulière, les agents de sécurité et des groupes de déserteurs près des bâtiments du gouverneur de la ville, de la sécurité politique et de la direction de police.

Sept militaires et membres de la sécurité, dont un officier, de l'armée régulière ont été tués, ainsi que trois civils et cinq soldats déserteurs. Les accrochages se multiplient à travers le pays entre ces déserteurs appartenant à l'Armée syrienne libre (ASL) et l'armée régulière.

Lors de perquisitions à Tafas, dans la province de Deraa (sud) où avait commencé en mars la contestation contre le président Bachar al-Assad, un civil a été tué et cinq autres ont été blessés par les balles tirées par les services de sécurité, a indiqué l'OSDH.

Par ailleurs, à Homs, foyer de la contestation dans le centre du pays, deux civils ont été tués, l'un par un tireur embusqué et l'autre par les

forces de sécurité à Bab Amro, un des quartiers sunnites les plus engagés dans la lutte contre le régime. Sept personnes avaient été tuées vendredi dans le pays, où des dizaines de milliers de manifestants avaient défilé contre le pouvoir.

En visite en Turquie, le vice-président américain Joe Biden, a estimé que le régime de Bachar al-Assad n'était pas seulement une source d'instabilité en Syrie mais menaçait «d'attiser» les conflits confessionnels dans la région. M. Biden «a souligné

sa conviction, que partagent les Turcs, que Assad et son régime sont actuellement la source d'instabilité en Syrie et posent le plus grand risque d'attiser les conflits confessionnels, pas seulement en Syrie mais au-delà», a rapporté hier son service de presse.

Une ligne de partage s'est dessinée au fil des mois entre la majorité du monde arabe et la Turquie d'obédience sunnite, qui soutiennent la révolte conduite par leurs frères de religion majoritaires en Syrie, et un croissant chiite partant de l'Iran, en passant par l'Irak, la Syrie et le Liban qui appuie le président Bachar al-Assad, issu de la minorité alaouite, une émanation du chiisme. En outre, le Moyen-Orient est composé d'une

mosaïque de minorités, notamment chrétiennes, mais également chiites dans les pays sunnites du Golfe, comme Bahreïn et l'Arabie saoudite, et sunnites en Irak ou au Liban. En période de crise, dans ces pays créés après la Première guerre mondiale sur les ruines de l'Empire ottoman, le sentiment confessionnel prend souvent le dessus.

La secrétaire d'Etat américaine Hillary Clinton a salué de son côté l'adoption par le Conseil des droits de l'Homme de l'ONU de la résolution condamnant le régime de Damas pour les atrocités commises et estimé qu'un tel vote renforçait l'isolement de Damas.

«Elle montre que le régime d'Assad est maintenant plus isolé et

donne lieu à une pression internationale plus forte que jamais», a déclaré la chef de la diplomatie américaine dans un communiqué.

«Les Etats-unis soutiennent fermement les efforts du Conseil pour faire la lumière sur le régime d'Assad et aider à appréhender ceux qui violent les droits de l'Homme», est-il écrit. Mais si cette résolution a été adoptée par l'écrasante majorité de ses 47 membres, 37 voix pour, six abstentions, quatre voix s'y sont opposées: Cuba, la Russie, l'Equateur et la Chine.

Or, la Russie et la Chine, qui ont droit de veto au Conseil de sécurité, peuvent bloquer toute résolution présentée par l'autre camp contre leur allié syrien.

YÉMEN

Nouvelle journée d'affrontements à Taëz

Six personnes ont été tuées hier dans des bombardements et des échanges de tirs à Taëz sur fond de désaccord entre le pouvoir et l'opposition sur les moyens d'apaiser la tension dans la deuxième ville du Yémen.

Trois civils, membres d'une même famille, ont péri dans des bombardements attribués aux forces du président Ali Abdallah Saleh alors que trois hommes armés, proches des opposants, ont été tués dans des accrochages avec les troupes loyalistes, selon un nouveau bilan de sources médicales.

Un premier bilan faisait état de cinq morts, dont les trois civils, dont les corps ont été transportés à l'hôpital de campagne d'al-Rawda, dans un quartier du centre de Taëz, contrôlé de l'opposition.

Dans cette ville, les unités fidèles à M. Saleh tentent de reprendre les quartiers tenus par des hommes armés des tribus protégeant les manifestants.

Ces derniers rejettent l'accord signé à Riyad le 23 novembre entre le pouvoir et l'opposition, qui prévoit le départ de M. Saleh contre son immunité.

Au moins 31 personnes, dont une fillette, ont péri ces trois derniers jours, notamment dans des bombardements attribués à des unités loyalistes de l'armée à Taëz, ville du sud-ouest et l'un des foyers de la contestation de M. Saleh.

Le vice-président Abd Rabbo Mansour Hadi, un homme de consensus chargé de gérer la période d'intérimaire jusqu'au départ de M. Saleh en février, a ordonné vendredi un cessez-le-feu et le retrait des soldats et des milices de Taëz.

Il a préconisé pour cela la mise en place d'une commission locale réunissant les représentants du pouvoir et de l'opposition qui a été tout de suite

contestée par les opposants. «Une commission locale signifie qu'on se dérobe à l'accord» de Riyad, a déclaré à l'AFP Mohamed Qahtane, porte-parole de l'opposition, en renouvelant l'appel à une commission nationale qui agirait à Taëz et ailleurs.

La commission militaire nationale est prévue par l'accord de Riyad et a pour mission de restructurer les forces de sécurité, contrôlées en partie par des proches de M. Saleh, et de retirer les armes des combattants de l'opposition.

La violence menace l'application de l'accord de Riyad alors qu'une présidentielle anticipée a été fixée au 21 février et que Mohamed Basindawa, un chef de l'opposition, a été chargé de former un cabinet de transition.

Ce dernier a menacé de renoncer à former un gouvernement composé d'opposants et de fidèles du régime si les bombardements de Taëz ne cessaient pas.